



Certains s'imaginent encore que ce système économique a quoi que ce soit à voir avec le libéralisme.

- ❑ Une concurrence parfaitement déloyale,
- ❑ la déstabilisation de secteurs économiques qui contribuent à la richesse nationale par des emplois, des savoir-faire et le paiement de leurs impôts,
- ❑ l'instrumentalisation du droit,
- ❑ l'absence de toute décence et la prédation érigée au rang d'art de vivre,

voilà qui aurait scandalisé les penseurs du libéralisme classique, mais qui semble tout à fait acceptable aux zélateurs actuels de l'économie dérégulée.

Ceux-là tentent de nous faire croire que refuser ce système à la fois injuste et destructeur **reviendrait à prôner la collectivisation soviétique des moyens de production.**

**C'est confondre la liberté d'entreprendre avec le droit de piller.  
C'est oublier, surtout, que ce modèle ne relève d'aucune nécessité,  
mais bien de choix politiques.**

Le capitalisme californien, mariage de la dérégulation financière et du numérique, n'a rien de la gentille utopie collaborative qui s'appuie sur le partage pour créer une nouvelle forme d'économie.

Ce qui nous est présenté comme une meilleure utilisation du capital existant – en l'occurrence un appartement que nous n'occupons pas forcément tous les jours de l'année – **repose sur la transformation de toute activité humaine et de toute propriété en une occasion de profit.** Ce qu'on nous vante comme une libération des énergies n'est que le contournement de toutes les régulations mises en place par les États pour protéger les consommateurs.

**"La France y perd 60 à 80 milliards de recettes fiscales par an"**

Mais n'oublions pas un acteur essentiel de ce jeu de dupes. Face au scandale provoqué par la révélation du montant dérisoire de l'impôt acquitté par *Airbnb*, Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, a appelé les pays membres de l'Union à mettre en place une **"assiette commune" de l'impôt sur les sociétés**, qui permettrait de se mettre d'accord sur les données fiscales, et donc sur le montant d'impôt que doit payer chaque entreprise dans le pays où il exerce son activité.

Mais hors de question d'harmoniser les taux d'impôt sur les sociétés.

**Mieux**, ladite assiette commune risque fort de préserver les exemptions dont bénéficient les multinationales et qui leur permettent de payer nettement moins d'impôts que n'importe quelle PME.

**La Commission européenne** se réveille après des années d'optimisation fiscale forcenée par les géants du numérique américains, mais ne voudrait tout de même pas les fâcher trop <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> <http://premium.lefigaro.fr/societes/2017/05/24/20005-20170524ARTFIG00013-harmonisation-fiscale-l-europe-pietine.php>

La destruction des économies européennes va pouvoir se poursuivre encore longtemps.

La France y perd 60 à 80 milliards de recettes fiscales par an. Sans compter la fermeture d'hôtels, les emplois détruits, l'argent dépensé par les touristes, non pas en nuitées et petits déjeuners vendus par des artisans, mais en produits bas de gamme achetés en supermarché.

Quelques propriétaires d'appartements, bien sûr, se seront enrichis. *Ce système aura même encouragé la spéculation immobilière en permettant à certains de se lancer dans l'investissement locatif.*

Certains quartiers de Paris se sont déjà vidés, et les colocataires subissent les nuisances d'inconnus peu enclins à préserver les parties communes. Ceux qui voulaient croire que la mort de notre industrie serait compensée par le triomphe des services devront sortir de leurs doux rêves.

Il n'est d'autre solution que de reconstruire, face à cette économie de la prédation, une économie réelle, reposant sur des circuits courts et récompensant la création de valeur. Une économie qui protège de la concurrence déloyale en compensant ces distorsions par un soutien actif. Une économie au service d'un modèle de société pour que la société ne soit pas soumise à une économie régie par les prédateurs.

Cet article est publié dans l'édition du *Figaro* du 12/08/2017 (abonnés).

➤ source : <http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/2017/08/11/31007-20170811ARTFIG00182-natacha-polony-airbnb-et-les-quarante-voleurs.php>